

Unité départementale Aube/Haute-Marne

TROYES , le 9 septembre 2022

**Nos réf. : SAU/NC/NS n° 22-201**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **SOROTEX (ANC. DEVANLAY SVM)**

179 rue Gornet - Boivin  
BP 1  
10100 ROMILLY SUR SEINE

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement SOROTEX (ANC. DEVANLAY SVM) implanté 179 rue Gornet - Boivin BP 1 10100 ROMILLY SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 24/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a pour objectif de contrôler le respect des prescriptions de la mise en demeure n°BECP2018275-0002 du 02 octobre 2018 visant le liquidateur judiciaire de la société VESTRA GROUPE.

Suite à la mise en demeure, un certificat d'irrecouvrabilité a été déposé en préfecture par courrier du 12 février 2019.

Actuellement, trois sociétés sont propriétaires du site, à savoir :

- SCI DU CENTRE COMMERCIAL GORNET BOIVIN
- SCI LE PARC DE LA BECHERE
- JOHN ALEX

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOROTEX (ANC. DEVANLAY SVM)
- 179 rue Gornet - Boivin BP 1 10100 ROMILLY SUR SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0005701903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non SEVESO

L'usine SOROTEX de la société VESTRA GROUPE une ancienne installation de confection de vêtements, associant notamment des ateliers de blanchisserie, tricotage et teinturerie ayant fonctionné de 1896 à 2000.

L'arrêt de l'activité de cet établissement soumis à autorisation préfectorale par l'arrêté n°91/814 du

23 septembre 1991 a été déclaré par l'exploitant le 10 mai 2000. La société a été mise en liquidation le 03 décembre 2002.

Ce site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire n°08-1061 du 11 avril 2008 relatif à la remise en état et la surveillance des eaux souterraines.

Il a également fait l'objet d'un suivi de la qualité des eaux souterraines de septembre 2007 à décembre 2012.

L'inspection du 05 juillet 2018 a conduit à la signature d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 02 octobre 2018 afin d'encadrer la cessation d'activité du site conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement et à l'arrêté préfectoral complémentaire cité ci-dessus.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi de mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle  | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) |
|---|--|--|--|
| Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°BCEP2018275-0002 | AP de Mise en Demeure du 02/10/2018, article 1 | /  | Consignation de somme  |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune évolution n'a été constatée suite à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02 octobre 2018.

Les non-conformités observées lors de la visite d'inspection du 05 juillet 2018 sont donc toujours constatables.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°BECP2018275-0002

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/10/2018, article 1   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société VESTRA GROUPE sur l'ancien site SOROTEX à ROMILLY-SUR-SEINE, représentée par Maître Fabienne JENNER, en sa qualité d'administrateur judiciaire, domiciliée Parc d'Activités d'Eckbolsheim, 5 rue des Frères Lumière, 67087 STRASBOURG CEDEX 2, est mise en demeure, pour l'établissement précédemment cité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de respecter l'article R.512-39-1 alinéa II sous un délai de 2 mois ;</li><li>• de respecter les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°08-1061 du 11 avril 2008, sous un délai de 6 mois, en transmettant le « dossier de présentation de la zone de confinement » prescrit. Ce dossier sera appelé « Plan de Gestion mis à jour » ;</li><li>• de respecter les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°08-1061 du 11 avril 2008 sous un délai de 2 mois ;</li><li>• de respecter les dispositions de l'article 3 et les prescriptions concernant les travaux de remise en état prescrits à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 08-1061 du 11 avril 2008 sous un délai de 12 mois.</li></ul>   |
| <p><b>Constats :</b> Il a été constaté sur site la présence de déchets inertes (gravats, tuiles, canalisation), non inertes (bois), et potentiellement dangereux (fibres isolantes pouvant contenir de l'amiante). Certains de ces matériaux sont potentiellement inflammables (bois, pneus, ...).</p> <p>Il a également été constaté que les clôtures du site n'étaient plus intègres et permettaient le libre accès au site. Le site présente de nombreuses « peintures murales » et traces d'occupation des lieux (bouteilles de boisson vide) qui attestent d'une fréquentation courante des lieux.</p> <p>Le site ne présente pas de panneau d'interdiction d'accès au public.</p> <p>Le site présente un état de délabrement important : bris de verre, délabrement des murs et des plafonds.</p> <p>Aucun des travaux de remise en état prescrits dans l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°08-1061 du 11 avril 2008 n'ont été réalisés.</p> <p>L'inspection n'a reçu depuis la signature de l'arrêté de mise en demeure aucune étude préalable à la dépollution du site.</p> <p>Enfin, aucun élément n'a été apporté par l'exploitant concernant le suivi de la qualité des eaux souterraines depuis la signature de la mise en demeure.</p>   |
| <p><b>Observations :</b> Aucune évolution sur l'état du site n'est à observer depuis la précédente mise en demeure.</p> <p>Un certificat d'irrecouvrabilité daté du 19 février 2019 a été déposé en préfecture par le liquidateur judiciaire en charge du suivi de la cessation d'activité de la société. Par ailleurs, aucune démarche de tiers demandeur n'a été engagée par le représentant des sociétés propriétaires du site. L'inspection des installations classées note donc l'absence présumée de fonds au sein de la société en liquidation pour remplir ses obligations en termes de cessation d'activité.</p> <p>Toutefois, afin de satisfaire à tous les pré-requis nécessaires à une éventuelle prise en charge par l'ADEME des travaux de mise en sécurité du site, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète de l'Aube de prendre à l'encontre de la société VESTRA Groupe un arrêté préfectoral de consignation de somme.</p> <p>Un montant de 453 500 euros est proposé pour cette consignation et correspond aux estimations hors taxes réalisées en 2006 par ANTEA pour rendre le site compatible avec un usage industriel.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées recommande à madame la préfète de l'Aube d'alerter les services de police de ROMILLY-SUR-SEINE sur la situation de squat constatée sur site.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Consignation de somme  |